

WEBINAR :

Impact des prix du marché sur la souveraineté alimentaire des producteurs et des consommateurs

30 mai 2025 | Synthèse

Le groupe de travail sur le commerce, les marchés et les revenus du Comité international de planification (CIP) a tenu un séminaire en ligne le 30 mai, explorant l'impact des prix du marché sur la souveraineté alimentaire des producteurs et des consommateurs. Modéré par Ibrahima Coulibaly, président du ROPPA, le réseau des organisations paysannes et des producteurs d'Afrique de l'Ouest, et Morgan Ody, coordinateur général du mouvement paysan mondial La Via Campesina, ce séminaire en ligne de deux heures a rassemblé près de 60 participants d'Asie, d'Océanie, d'Afrique, d'Europe et des Amériques.

Parmi les points forts, on peut citer un large éventail de témoignages provenant de différents secteurs. En voici une synthèse :

"50% des petits producteurs d'Afrique de l'Ouest n'atteignent même pas le seuil de rentabilité".

Dieudonné, du ROPPA, a souligné que, bien qu'ils produisent 70 % des denrées alimentaires, les petits producteurs sont eux-mêmes confrontés à une insécurité alimentaire chronique et à la malnutrition. Il a souligné ce paradoxe à l'aide d'exemples d'agriculteurs du Togo, du Mali, du Burkina Faso et de la Guinée qui cultivent des produits tels que l'ananas, la tomate, le riz, la pomme de terre, l'oignon, le maïs et l'aubergine. Les marges qu'ils gagnent restent extrêmement faibles, souvent juste assez pour couvrir les coûts de production de base, sans tenir compte du travail non rémunéré des membres de la famille ou des pertes fréquentes dues à la variabilité du climat et aux attaques de ravageurs.

EXPÉRIENCE DE L'ANANAS ET DE LA TOMATE AU TOGO

Intitulé	Unité	Quantité /ha/ cycle de production 18 mois	Coût unitaire en FCFA / cycle de production de 18 mois	Montant total /ha/ cycle de production de 18 mois
Chiffres d'affaires				
9 000 000				
Production de l'ananas	Unité	100 000	90	9 000 000
Charges (Dépenses)				
4 546 100				
Margé Bénéficiaire	4 453 900			

L'écart de bénéfice entre la production de tomate en saison pluvieuse est de 1 899 284 F (3 898 574 F - 3 999 290 F) entre le bénéfice potentiel et le bénéfice réel

Intitulé	Unité	Quantité	Prix unitaire	Montant total
Chiffres d'affaires				
4 500 000				
Production Tomate	kg	15 000	150	4 500 000
Charges (Dépenses)				
2 000 000				
Margé Bénéficiaire	2 500 000			

EXPÉRIENCE DE L'OIGNON ET DU MAÏS AU BURKINA FASO

Intitulé	Unité	Quantité	Prix unitaire	Montant total
Chiffres d'affaires				
2 550 000				
Production oignon	Sac de 100 KG	170	15 000	2 550 000
Charges (Dépenses)				
1 732 000				
Margé Bénéficiaire	818 000			

Écart de bénéfice de 1 995 000 F (2 813 000 F - 818 000 F) entre le bénéfice potentiel et le bénéfice réel des producteurs d'oignons met en lumière des problèmes majeurs.

Intitulé	Unité	Quantité	Prix unitaire	Montant total
Chiffres d'affaires				
475 000				
Production maïs	sacs de 100 kg	25	19 000	475 000
Charges (Dépenses)				
375 000				
Margé Bénéficiaire	100 000			

Plusieurs autres éléments entrent en compte dans la réalité, il s'agit:

- Du cout de la main d'œuvre familiale(2%)
- Des pertes post récoltes (10%)



Les services de conseil agricole donnent des marges potentielles au delà de ce les acteurs gagnent : **données politiques**

EXPERIENCE DU RIZ ET LA POMME DE TERRE AU MALI

Intitulé	Unité	Quantité	Prix unitaire	Montant total
Chiffres d'affaires				
975 000				
Production de riz	kg	4875	200	975 000
Charges (Dépenses)				
780 000				
Margé Bénéficiaire	195 000			

Le coup de production varie d'une zone de production à une autre et de variété en variété, les 3 dernières années, les prix de vente ou prix d'achat se présentent comme suit :

- A la récolte : 200FCFA/kg
- A la conservation : 300FCFA/kg
- Pendant la période de soudure 400FCFA/kg.

Intitulé	Unité	Quantité	Prix unitaire	Montant total
Chiffres d'affaires				
4 000 000				
Production pomme de terre	Tonne	20	200	4 000 000
Charges (Dépenses)				
2 720 000				
Margé Bénéficiaire	1 280 000			

Le coût de production d'un kg de pomme de terre est de : $2\,720\,000 / 20\,000 = 13,6$ FCFA

EXPÉRIENCE DE L'AUBERGINE ET DE LA TOMATE EN GUINÉE

Intitulé	Unité	Quantité /	Coût unitaire en FCFA	Montant total /ha/ cycle de production de 18 mois
Chiffres d'affaires				
4 000 000				
Production de Aubergine	kg	10020	399,20	4 000 000
Charges (Dépenses)				
1 611 858,94				
Margé Bénéficiaire	2 388 141,05			

Au cours des trois dernières années, le coût de la main d'œuvre est passé du simple au double

Intitulé	Unité	Quantité	Prix unitaire	Montant total
Chiffres d'affaires				
3 992 015,96				
Production Tomate	kg	10 000	6 000	3 992 015,96
Charges (Dépenses)				
1 714 453,75				
Margé Bénéficiaire	2 277 562,20			

Ces dernières années, le coût de la main-d'œuvre a doublé, réduisant encore davantage ces maigres marges et menaçant la durabilité de l'agriculture à petite échelle. Selon Dieudonné, il ne s'agit pas simplement d'une question de mauvaise saison ou de malchance, mais plutôt d'un problème structurel : les prix du marché pour ces cultures vivrières essentielles sont constamment trop bas et ne tiennent pas compte des coûts de production réels et croissants.

Par exemple, les services de conseil agricole s'appuient souvent sur des données obsolètes ou irréalistes, ignorant l'ampleur des défis auxquels les producteurs sont confrontés. En conséquence, même dans les bonnes années, les agriculteurs n'atteignent au mieux que le seuil de rentabilité, tandis que dans les mauvaises années, ils peuvent se retrouver endettés ou contraints d'abandonner complètement l'agriculture. "Seul un producteur sur deux atteint le seuil de rentabilité".

Même après des mois de travail intense, les petits producteurs ne gagnent qu'entre 20 000 et 25 000 francs CFA par mois, soit à peine 43 dollars américains, ce qui est inférieur au salaire minimum, et les femmes, en particulier, sont confrontées à des obstacles encore plus importants en matière d'accès aux ressources et aux marchés. Les producteurs ne peuvent pas se permettre de conserver leurs stocks et d'attendre des prix favorables parce qu'ils doivent rembourser leurs emprunts, alors ils vendent à n'importe quel prix qui leur est offert. Pendant ce temps, les négociants de la chaîne de valeur s'emparent de la majeure partie des bénéfices, malgré les efforts des producteurs. Les producteurs sont confrontés aux risques induits par le changement climatique, mais sans aucune assurance.

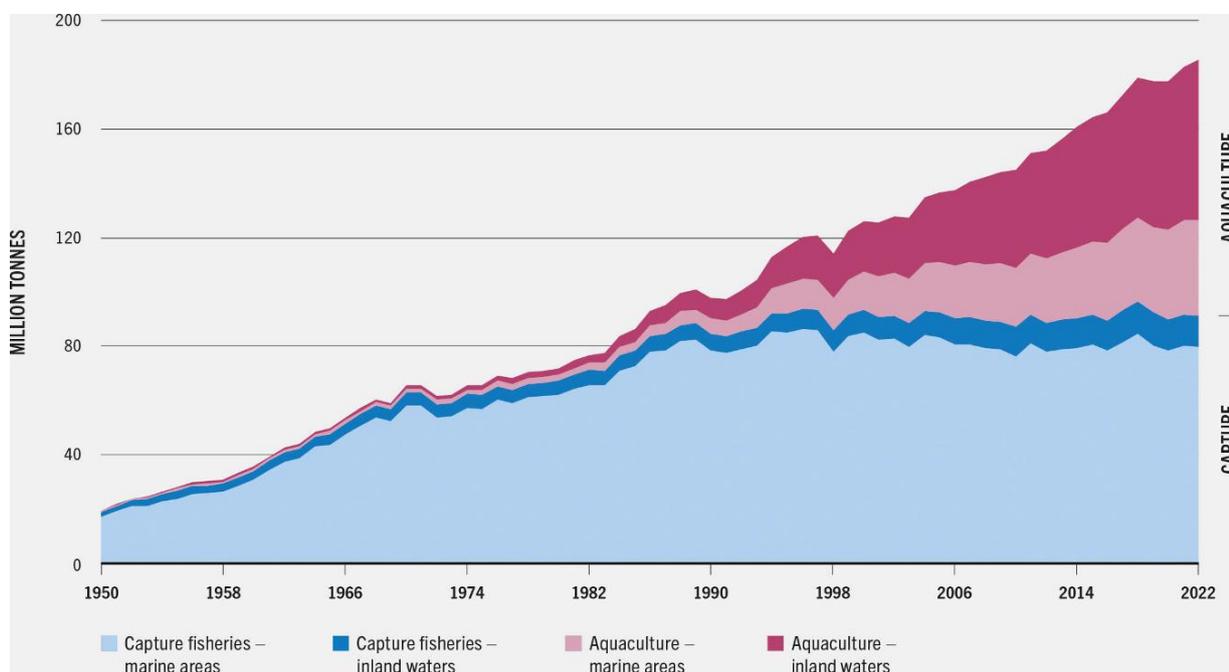
Pour faire face à cette crise, les organisations paysannes africaines proposent des mesures telles que la promotion de modèles agricoles agroécologiques, l'amélioration de la gestion de l'eau, le soutien aux agriculteurs pour qu'ils aient accès à de meilleurs équipements, des systèmes d'assurance, l'institutionnalisation de la fixation de prix équitables et le renforcement des organisations

paysannes. L'encouragement des marchés publics et les systèmes de crédit d'inventaire sont également considérés comme des étapes essentielles pour garantir des moyens de subsistance décents à ces producteurs de denrées alimentaires essentielles.

"La gouvernance des pêches devrait être dirigée par le Comité des pêches de la FAO (COFI), sur la base des directives sur la pêche à petite échelle, et non par des organismes commerciaux tels que l'OMC.

Herman Kumara, du Forum mondial des peuples de pêcheurs (WFFP), a évoqué les défis auxquels sont confrontées les communautés de pêcheurs dans le contexte de la croissance de l'aquaculture et de l'agenda de l'"économie bleue" et de la "croissance bleue". Il a expliqué que les pêches de capture - bien qu'elles émettent moins de gaz à effet de serre - sont éclipsées par des projets d'aquaculture à grande échelle promus comme "aliments bleus" ou "transformation bleue". Ces initiatives, soutenues par la FAO, le Forum économique mondial, l'OMC et diverses agences des Nations unies, prétendent à la durabilité mais servent avant tout des intérêts commerciaux axés sur l'exportation, excluant les petits pêcheurs de la prise de décision et de l'accès aux ressources.

L'aquaculture dépasse désormais les pêcheries de capture et représente 51 % de la production mondiale d'animaux aquatiques. L'essor des "aliments bleus" et des protéines produites en laboratoire, favorisé par des acteurs puissants, transforme les systèmes alimentaires et réduit le rôle des pêcheurs traditionnels.



Les subventions et les efforts de conservation tendent à favoriser les opérations à l'échelle industrielle, tandis que les petits pêcheurs luttent pour leur survie. Les gouvernements ne reconnaissent pas les relations des petits pêcheurs avec leurs eaux/terrains de pêche traditionnels. Des initiatives telles que le Blue Food Partnership et l'Aquatic/Blue Food Coalition s'engagent dans

des discussions politiques qui marginalisent systématiquement les petits pêcheurs, malgré leurs prétentions à l'inclusivité.

M. Kumara a mis en garde contre la réduction des pêcheries à de simples marchandises dans les négociations commerciales, ce qui les prive de leur importance socioculturelle et nutritionnelle. Il a affirmé que la gouvernance des pêches devrait être dirigée par le Comité des pêches de la FAO (COFI), et non par des organismes commerciaux tels que l'OMC, qui privilégient le profit et l'accès au marché au détriment de la justice sociale et de la durabilité écologique. Il a également condamné la criminalisation des petits pêcheurs, accusés à tort de pêche illégale, alors que les flottes industrielles sont les principales responsables. M. Kumara a insisté sur le fait que les lignes directrices volontaires pour une pêche durable à petite échelle (lignes directrices SSF) devraient guider la gouvernance de la pêche. La conservation doit respecter la justice, l'équité et les connaissances traditionnelles plutôt que de déposséder les communautés.

"Le pouvoir est concentré entre les mains des grands détaillants et transformateurs, ce qui limite le choix et la qualité des consommateurs et exploite les producteurs.

Sarah Woolley, représentant le syndicat britannique des travailleurs de la boulangerie, a mis l'accent sur les fortes pressions qui s'exercent sur le système alimentaire britannique. En raison de l'augmentation des coûts des produits de base au niveau mondial et des prix élevés des denrées alimentaires, ni les consommateurs ni les producteurs n'en tirent de réels bénéfices. De nombreuses familles éprouvent des difficultés à se procurer des repas nutritifs et abordables, tandis que les producteurs et les travailleurs subissent des pressions économiques.

M. Woolley a mis en évidence un paradoxe : les acteurs essentiels du système alimentaire - les agriculteurs, les travailleurs et les petits producteurs - sont réduits à la portion congrue, car les revenus du marché ne sont pas à la hauteur de l'augmentation des coûts. Le pouvoir est concentré entre les mains des grands détaillants et transformateurs, ce qui limite le choix et la qualité des consommateurs et exploite les producteurs. Les travailleurs migrants gagnent souvent le salaire minimum pour de longues heures de travail physiquement éprouvantes, dans des conditions dangereuses, avec de mauvaises conditions de logement et peu de possibilités de s'exprimer.

"Les aliments bon marché dépendent d'une main-d'œuvre bon marché, ce qui entraîne des coûts humains importants.

Elle a également affirmé que la simple augmentation des prix des denrées alimentaires n'est pas une solution, car des millions de personnes sont déjà confrontées à l'insécurité alimentaire. Le système a plutôt besoin d'une révision fondamentale pour créer des chaînes de valeur transparentes et équitables qui donnent la priorité à l'équité et à la durabilité. Cela implique des marchés publics favorables, des politiques de commerce équitable, des contrats sûrs, des salaires décents, des conditions de travail sûres et une représentation syndicale. La vision de la souveraineté alimentaire - qui se traduit par le contrôle des peuples sur le système alimentaire, les profits et la prise de décision - peut répondre aux chocs récents tels que le COVID-19 et le Brexit, qui ont révélé la dépendance du Royaume-Uni à l'égard des chaînes d'approvisionnement mondiales fragiles et de la

précarité des travailleurs. Elle a insisté sur la construction de réseaux alimentaires régionaux résilients, de chaînes d'approvisionnement plus courtes et de coopératives fondées sur l'équité - ce qui signifie la dignité dans la fixation des prix, les droits du travail et l'accès des familles à une alimentation saine - un nouveau système alimentaire ancré dans la justice, la durabilité et la santé pour tous.

"Les femmes travaillant dans une usine de production de tomates séchées en Égypte gagnent à peine trois dollars par jour.

Hala Barakat de MENA (HIC) a évoqué le contrôle de la production de fruits et légumes en Égypte, en prenant pour exemple les tomates séchées au soleil. L'Égypte exporte chaque année pour plus de 100 millions de dollars de tomates séchées. Ce modèle d'exportation est souvent loué pour son volume, la valeur ajoutée par la transformation et l'implication des femmes dans la production.

Cependant, l'expérience d'un site de production dans le sud de l'Égypte a révélé une réalité très différente. De vastes superficies sont consacrées au séchage des tomates, la main-d'œuvre principale étant constituée de femmes, pour la plupart bien éduquées. Ces femmes travaillent de longues heures mais ne gagnent qu'environ trois dollars par jour. Après le séchage, les tomates sont stockées et préparées pour l'exportation, principalement vers le Brésil et l'Italie.

M. Barakat a souligné que ce système viole le droit à l'alimentation et la souveraineté alimentaire. Les tomates sont achetées à de petits agriculteurs dans le cadre d'une agriculture contractuelle, qui les contraint souvent à céder leurs terres, ce qui les détourne de la production alimentaire locale - une forme d'accaparement des terres. Pendant ce temps, les tomates séchées exportées sont vendues dans les supermarchés à l'étranger pour environ 15 livres par kilo, soit près de 50 fois plus que le prix payé aux agriculteurs. (vérification des faits s'il vous plaît)

Ce modèle est loin d'être une réussite. Au contraire, il contribue à l'insécurité alimentaire en Égypte en rendant les légumes inabordables pour les consommateurs locaux. Des situations similaires existent pour les artichauts, les oignons et les pommes de terre. L'exploitation de la main-d'œuvre et de la terre, combinée à une tarification injuste, met en évidence les profondes inégalités du système alimentaire et menace la souveraineté alimentaire du pays.

"Les politiques telles que les prix planchers, la gestion de l'offre et les réserves alimentaires publiques stabilisent les revenus des agriculteurs.

Patti Naylor (Family Farm Defenders USA, La Via Campesina) a souligné que la coercition visant à faire accepter les produits agricoles américains n'est pas nouvelle, mais qu'elle est désormais activement encouragée par l'administration actuelle. L'impérialisme américain et le néolibéralisme ont depuis longtemps façonné les politiques agricoles mondiales, dépouillant de nombreux pays de leur souveraineté alimentaire tout en profitant principalement à l'agrobusiness américain plutôt qu'en soutenant la justice alimentaire.

La souveraineté alimentaire consiste fondamentalement à protéger l'avenir de l'humanité en défendant les droits des communautés et leur capacité à produire leur propre nourriture, tout en préservant l'environnement. L'accent est mis sur les denrées stockables, c'est-à-dire les cultures produites sur de vastes superficies aux États-Unis, qui peuvent être stockées et utilisées tout au long de l'année, offrant ainsi aux agriculteurs une stabilité de revenus. Lorsqu'elles sont gérées de manière responsable, ces cultures profitent aux agriculteurs et à la société. Cependant, l'industrialisation et la mondialisation sans régulation conduisent à l'exploitation de la main-d'œuvre, de l'environnement et des agriculteurs, qui sont confrontés à des prix imprévisibles et à de fausses solutions climatiques telles que les marchés du carbone, qui ne s'attaquent pas aux problèmes de fond.

M. Naylor a souligné la pression mentale et physique qui pèse sur les agriculteurs soumis à la déréglementation et aux pressions du marché capitaliste. La déréglementation transforme les denrées alimentaires en marchandises spéculatives, favorisant les biocarburants au détriment de la production alimentaire et externalisant sur la société les coûts environnementaux tels que la dégradation des sols et la pollution. Elle a rappelé que pendant le New Deal de FDR, des politiques telles que les prix planchers, la gestion de l'offre et les réserves alimentaires publiques ont permis de stabiliser les revenus des agriculteurs, de soutenir les objectifs écologiques et d'incarner les principes de la souveraineté alimentaire en limitant le dumping des importations à bas prix. Aujourd'hui, les agriculteurs du monde entier réclament des prix équitables et des réformes. La gestion de l'offre et les réserves alimentaires restent essentielles à la stabilité du marché et à la juste rémunération des agriculteurs. M. Naylor a également insisté pour que les politiques publiques reflètent les coûts réels de l'alimentation, y compris la durabilité, la justice du travail et le bien-être des communautés.

COMMENTAIRES :

Lors des discussions ouvertes qui ont suivi le webinaire, les participants ont mis en évidence des questions essentielles concernant la souveraineté alimentaire, le genre, la fixation des prix et les marchés publics dans diverses régions.

Suoad, s'exprimant au nom de la **Tunisie**, a souligné que les prix des denrées alimentaires dans le pays sont déconnectés des coûts de production réels en raison de mécanismes spéculatifs dominés par de grandes entreprises. Les femmes rurales sont les premières victimes de cette réalité : elles sont exclues des marchés bien rémunérés, leurs salaires sont bas et leurs conditions de travail sont instables, ce qui est aggravé par leur dépendance à l'égard des importations de denrées alimentaires liées aux accords de libre-échange. Suoad a appelé à des politiques publiques qui assurent des prix stables grâce à des programmes d'approvisionnement, garantissent l'accès des femmes à l'héritage et au financement, régulent les prix des aliments de base, protègent les marchés locaux et promeuvent un dialogue politique inclusif. Elle a également souligné que la souveraineté alimentaire ne peut être séparée de la justice sociale et des droits des femmes, et qu'il est urgent de faire face à des crises telles que le génocide à **Gaza**. La souveraineté alimentaire ne peut pas non plus être atteinte sans se couper du néolibéralisme.

Plusieurs participants ont soulevé la question de la production alimentaire qui est de plus en plus détournée au profit des **biocarburants**. Il a été noté que de nombreux agriculteurs nord-américains sont attirés par les politiques en matière de biocarburants, croyant qu'elles soutiennent les prix des cultures. Cependant, ce changement a renforcé les monocultures industrielles, comme le maïs dans l'Iowa, tout en décourageant les véritables réformes politiques. Les biocarburants ne contribuent guère à la durabilité environnementale et, associés aux subventions publiques, ils masquent l'écart entre les prix du marché et les coûts de production réels. Associé à un endettement agricole élevé, ce système exerce une pression énorme sur les agriculteurs.

Les exemples de l'**Indonésie** montrent que **les marchés publics**, par le biais des stocks régulateurs du gouvernement, peuvent contribuer à stabiliser les prix, même si la fixation de prix équitables reste un défi. Au **Mali**, comme l'a noté Ibrahim Sidibé de La Via Campesina et du CNOP Mali, les marchés publics peuvent en fait piéger les agriculteurs s'ils ne sont pas conçus avec soin, les États payant souvent des prix inférieurs à ceux du marché et imposant des procédures fastidieuses. Les agriculteurs sont donc contraints d'envisager la vente directe comme alternative.

En **Uruguay**, les petits agriculteurs ont lancé des initiatives de commercialisation directe et d'échange de produits alimentaires au sein de leurs communautés. Marcelo Fossatti a appelé à la mise en place d'un nouveau cadre commercial mondial afin de décommoder les denrées alimentaires et de favoriser un échange équitable entre les pays et les communautés.

Au **Cameroun**, les producteurs ne bénéficient d'aucun soutien et ont besoin de plateformes numériques pour mieux accéder aux marchés. Au Mali, le défi de s'éloigner des modèles alimentaires bon marché a été soulevé, ainsi qu'un appel à l'autonomisation des consommateurs en tant que "consomm-acteurs" qui peuvent conduire le changement par le dialogue et l'action collective.

Les modérateurs du webinaire, en concluant la session, ont appelé à des politiques publiques fortes et à une rupture décisive avec la logique du marché libre dans l'agriculture. Ibrahim Coulibaly du ROPPA a souligné que les webinaires comme celui-ci offrent une plateforme pour partager les expériences de première main des petits producteurs, explorer les différentes politiques publiques mises en œuvre dans divers pays, et étudier diverses approches pour construire l'accès au marché pour les petits producteurs de denrées alimentaires.

Morgan Ody, de La Via Campesina, s'est fait l'écho de ces sentiments et a annoncé la tenue d'un webinaire de suivi afin d'explorer des cadres alternatifs pour le commerce international qui donnent la priorité à la coopération, à l'autonomie, à la souveraineté alimentaire et à la solidarité.

Les dates de la prochaine session seront communiquées prochainement.

Le webinaire a été soutenu par Terra Nuova et Focus on the Global South, qui apportent un soutien technique crucial à ce groupe de travail de l'IPC sur le commerce, les marchés et les revenus.